

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 28 septembre au 2 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

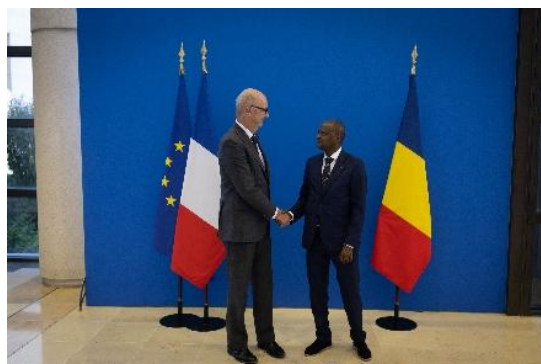
Focus évènement : Forum d'affaires France-Tchad à Paris pour mobiliser les entreprises françaises autour de « Tchad Connexion 2030 »

Le vendredi 25 septembre 2026, s'est tenu à Paris le Forum d'affaires France-Tchad, co-organisé par MEDEF International et la République du Tchad, réunissant près de 500 participants dont 250 entreprises françaises et tchadiennes.

Cette journée s'inscrivait dans le prolongement de la rencontre du 29 janvier 2026 entre les chefs d'Etat français et tchadien, qui avaient affirmé la volonté de construire un partenariat revitalisé, fondé sur le respect mutuel et des intérêts partagés.

Plusieurs accords et projets ont été annoncés à cette occasion.

Un protocole d'accord a été annoncé avec Africa Global Logistics (AGL) pour le projet de port sec de Toukra, à N'Djamena ; Ceva Santé Animale et le groupe Kibervet ont présenté un partenariat couvrant les produits vétérinaires, la construction d'un abattoir moderne et le développement de l'industrie animale ; un mémorandum d'entente a été annoncé entre MOBIS et le ministère compétent en vue de la création d'un centre de recherche et d'enseignement supérieur. Un protocole d'accord avec Ellipse Group, en cours de finalisation, porte sur la construction de centres de santé et la création d'écoles d'infirmiers, tandis que CECCA a présenté un projet d'école de l'entrepreneuriat et de formation aux métiers manuels. Ces annonces prolongent le partenariat annoncé en mai 2026 avec le groupe Matière lors du sommet Africa Forward de Nairobi, pour la construction de ponts et l'implantation au Tchad d'une unité de fabrication de ponts à panneaux.



Dans le secteur énergétique, la coopération s'est déjà traduite par un financement effectif. Qair a franchi une étape clé en réunissant près de 30 M EUR de financement – 15 M EUR de Proparco et 15 M EUR de la Banque africaine de développement (BAD) – pour son projet de deux centrales solaires de 30 MWp aux portes de N'Djamena. Ce projet soutiendra la transition énergétique et améliorera l'accès à l'électricité dans la capitale tchadienne, au service des besoins des

populations.

Le Forum a été prolongé par un volet institutionnel à Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle, énergétique et numérique. Le Ministre d'État Tahir Hamid Ngulin a tenu une séance de travail avec Roland, consacrée aux relations économiques et financières bilatérales et à l'accompagnement des projets prioritaires.

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la BEAC maintient ses taux directeurs mais abaisse ses perspectives de croissance.
- **Cameroun** : le FMI achève sa mission d'évaluation post-financement.
- **Centrafrique** : les autorités relèvent les prix des carburants à la pompe.
- **Congo** : un excédent commercial de 867 Mds FCFA au deuxième trimestre 2026.
- **Gabon** : le secteur informel représente 49 % du PIB et environ 86 % des emplois du secteur privé.
- **Guinée Équatoriale** : présentation du projet de loi de finance 2027.
- **Tchad** : Somdia envisage plusieurs dizaines de millions d'euros d'investissement dans la filière sucrière.
- **RDC** : lancement de la deuxième édition du Baromètre national du climat des affaires.

Régional

3^{ème} session ordinaire du CPM : la BEAC maintient ses taux directeurs mais abaisse ses perspectives de croissance

Réuni le 28 septembre 2026 à Yaoundé, le Comité de politique monétaire (CPM) de la BEAC a [maintenu](#) l'ensemble de ses instruments inchangés, trois mois après l'assouplissement opéré en juin. Le taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) reste à 4,5 % et celui de la facilité de prêt marginal à 5,75 %. Les projections actualisées tablent sur un recul de la croissance à 3 % en 2026 (-0,2 pp de révision par rapport aux prévisions de juin) après 3,7 % en 2025, sous l'effet d'un secteur pétrolier atone (0,1 %) et de la perte de dynamisme du secteur non pétrolier (3,4 % en 2026, contre 4,6 % en 2025). L'inflation moyenne est attendue à 2,2 %, sous la norme communautaire de 3 %. La révision la plus marquante porte sur les finances publiques : le déficit budgétaire (base engagements, hors dons) atteindrait 3,3 % du PIB, contre 1,9 % projeté en juin, après 4,5 % en 2025. Le déficit courant se réduirait à 2,8 % du PIB (4,2 % en 2025) et le taux de couverture extérieure de la monnaie remonterait à 72,4 % (65,2 % fin 2025). Les réserves de change représenteraient 4,53 mois d'importations de biens et services, contre 4,72 mois projetés en juin.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

49 %

Le poids estimé du secteur informel dans le PIB du Gabon

Cameroun

Le FMI achève sa mission d'évaluation post-financement

Une équipe du FMI conduite par Christine Dieterich a [achevé](#) le 30 septembre, à Yaoundé, une mission d'évaluation post-financement (Post-Financing Assessment, PFA) entamée le 17 septembre. Ce dispositif s'applique aux pays qui ne bénéficient plus d'un programme appuyé par le Fonds mais conservent un encours élevé de crédits à son égard. Il vise à apprécier leurs politiques économiques et financières, la viabilité de leur cadre macroéconomique et leur capacité de remboursement. Durant ces deux semaines, les services du Fonds se sont entretenus avec les autorités, la BEAC, le secteur privé, les banques, la société civile et les partenaires au développement. Au terme de leurs travaux, ils relèvent une croissance de 3,5 % en 2025 mais anticipent un léger ralentissement en 2026, sous l'effet de la baisse continue de la production d'hydrocarbures et des contraintes pesant sur le transport de l'électricité. Le FMI recommande notamment un resserrement budgétaire, une mobilisation accrue des recettes intérieures et l'accélération des réformes structurelles. Le rapport qui

en est issu devrait être examiné par son Conseil d'administration en décembre 2026.

Les importations agroalimentaires de l'UE en provenance du Cameroun régressent de 46 % sur le début d'année

Entre janvier et juillet 2026, les importations agroalimentaires de l'Union européenne (UE) en provenance du Cameroun ont atteint 787 M EUR, soit un recul de 46 % par rapport à la même période de l'année précédente. Selon le [rapport](#) publié le 28 septembre par la Commission européenne, l'effondrement des cours du cacao serait la principale raison de ce repli, les prix ayant été divisés par 2 par rapport au pic enregistré au printemps 2025. Cette baisse est avant tout conjoncturelle et affecte l'ensemble des partenaires de l'UE producteurs de cacao, avec une diminution globale de 31,5 % du volume des importations pour les 4 pays principaux fournisseurs (Côte d'Ivoire, Cameroun, Nigéria, Guinée). En 2025, les achats agroalimentaires de l'UE au Cameroun ont connu une dynamique positive atteignant 2,3 Mds EUR M EUR (+46,4 % sur un an), malgré leur faible volume (1 % des importations agroalimentaires totales de l'UE).

PROMETAL SA bénéficie d'une facilité de 40 M EUR auprès de Afreximbank

Selon une [annonce](#) de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), la société camerounaise Prometal SA, spécialisée dans la sidérurgie et la métallurgie, a obtenu une facilité de fonds de roulement renouvelable de 40 M EUR de la part du groupe bancaire. L'accord a été signé le 26 septembre 2026. Ce concours doit financer la poursuite de l'expansion des activités industrielles de Prometal SA au Cameroun en particulier la transformation d'acier semi-fini en une gamme élargie de produits finis. L'objectif est de répondre à la demande croissante de produits sidérurgiques et métalliques émanant de la construction, des infrastructures, de l'industrie et de l'agriculture. Pour mémoire, le Groupe Prometal intervient au Cameroun et dans la sous-région à travers deux entités : Prometal Acier et NOVIA Industries. Prometal Acier, qui porte son cœur de métier dans le secteur de l'acier et de la métallurgie, exploite sept sites industriels et dispose d'une capacité de production annuelle totale d'environ 360 000 tonnes de produits sidérurgiques finis. NOVIA Industries, acteur important du secteur agro-industriel camerounais dispose d'une capacité de production estimée à 500 tonnes d'huile alimentaire par jour et 160 tonnes de savon par jour.

Coopération Cameroun-USA : signature d'un accord bilatéral pour moderniser et pérenniser le système de santé camerounais

Le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, Alamine Ousmane Mey, et la chargée d'affaires par intérim de l'ambassade des États-Unis au Cameroun, Brenda Soya, ont [signé](#) le 1^{er} octobre 2026 à Yaoundé un Strategic Objective Grant Agreement (SOAG), destiné à encadrer le programme de modernisation du système de santé camerounais pour la période 2026-2030. Cet accord réaffirme l'engagement des États-Unis aux côtés du Cameroun en faveur d'un système de santé résilient et durable et s'inscrit dans la continuité du protocole d'accord signé en décembre 2025 entre les 2 pays. Ce programme, évalué à environ 850 M USD (soit environ 510 Mds FCFA) bénéficierait d'un appui pluriannuel du gouvernement américain de près de 400 M USD (environ 240 Mds FCFA) auquel s'ajouterait un co-investissement du Cameroun chiffré à 450 M USD (270 Mds FCFA). Selon les annonces, le SOAG viserait le renforcement de la sécurité sanitaire face aux épidémies, l'intensification de la lutte contre le VIH, le paludisme et la tuberculose, et la modernisation de la chaîne d'approvisionnement et de distribution des médicaments au Cameroun.

Centrafrique

Les autorités relèvent les prix des carburants à la pompe

La ministre centrafricaine de l'Énergie et de l'Hydraulique, Edwige Opportune Pouninguinza a [annoncé](#) le 1^{er} octobre une nouvelle hausse des prix des carburants, la première depuis janvier 2023, après une légère baisse en mai 2025. Le litre de super passe ainsi à 1 150 FCFA (+9,5 %) et le gasoil à 1 400 FCFA (+12 %). Les gros consommateurs sont les plus impactés par la hausse, avec respectivement +43 % et +32 % pour le super et le gasoil. La Centrafrique continue de présenter les prix à la pompe les plus élevés de la CEMAC, marquant un écart de 310 FCFA avec le Cameroun et 555 FCFA avec le Gabon pour le super. La RCA importe entièrement ses besoins en carburant et reste exposée à la montée des cours du pétrole liée au conflit au Moyen-Orient.

Congo

Le Congo réalise un excédent commercial de 867 Mds FCFA au deuxième trimestre 2026

Selon le [rapport](#) sur le commerce extérieur de l'Institut National de la Statistique, l'excédent commercial du Congo s'élève à 867 Mds FCFA (1,3 Md EUR) pour le T2 2026, soit une augmentation de 480 Mds FCFA (732 M EUR) par rapport au T2 2025 (+124 % en glissement annuel). Cette amélioration s'explique par une augmentation plus importante des exportations en valeur absolue : elles atteignent 1 463 Mds FCFA (+54 %), tandis que les importations s'établissent à 597 Mds FCFA (+5,9 %). Le taux de couverture passe ainsi de 169 % à 245 % en un an. Cette dynamique demeure néanmoins fortement concentrée : les ventes de pétrole brut représentent 95 % de la valeur des exportations, avec 1 390 Mds FCFA (+37 %) générés au T2 2026. Les exportations de bois brut (16 Mds FCFA, +79 %), de bois scié (32 Mds FCFA, +94 %) et de ciment (10 Mds FCFA, +31 %) enregistrent aussi une progression. Exception faite des médicaments (11 Mds FCFA, +43 %), la croissance des importations est portée par les produits d'alimentation, comme les viandes (52 Mds FCFA, +16 %), le riz (11 Mds FCFA, +23 %) et les poissons (13 Mds FCFA, +18 %), témoignant de la dépendance du Congo à l'approvisionnement extérieur.

Après un contentieux avec le groupe chinois CNG, Gerald Group reprend le contrôle de la Soremi

Le 24 septembre 2026, à l'issue d'une rencontre avec le président Denis Sassou Nguesso, la chargée d'affaires américaine, Amanda Jacobsen, et le PDG de Gerald Group, Craig Dean, ont officialisé la reprise du contrôle de la Société de recherche et d'exploitation minière (Soremi) par le groupe américain. Cette annonce marque le dénouement d'un différend qui opposait depuis 2020 Gerald Group au chinois China National Gold Group (CNG) qui détenait 65 % du capital de la société. En juillet 2025, la Cour commerciale des Îles Vierges britanniques a reconnu Gerald Group comme propriétaire de la Soremi. Situé à M'Fouati (Bouenza), le complexe minier de la Soremi assure l'essentiel de la production de cuivre (8 200 tonnes en 2024) et de zinc (15 100 tonnes) du Congo.

Sedima prévoit d'investir 20 Mds FCFA dans un complexe avicole au Congo

Le groupe sénégalais Sedima, spécialisé dans l'aviculture, prévoit d'investir 20 Mds FCFA (30 M EUR)

au Congo pour y développer l'industrie avicole. Le projet vise à reproduire le même modèle d'intégration verticale qu'au Sénégal et souhaite couvrir l'ensemble de la chaîne de production, des cultures de maïs et de soja jusqu'au conditionnement du poulet. À terme, l'objectif du complexe est de produire 2 200 tonnes de poulet de chair. Plusieurs banques de la CEMAC participent au projet : en plus d'un concours de 5 Mds FCFA de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC), la BSCA Bank (5 Mds FCFA), la BGFIBank (5 Mds FCFA) et la Bank of Africa (ex LCB Bank, - 1 Md FCFA) sont également parties prenantes.

Gabon

Le secteur informel représente 49 % du PIB et environ 86 % des emplois du secteur privé

Selon le [rapport pays](#) 2026 de la Banque africaine de Développement (BAfD), le secteur informel pèse 49,1 % du PIB, soit le niveau le plus élevé d'Afrique centrale et l'un des plus importants d'Afrique. La BAfD estime que 86,5 % des emplois du secteur privé en 2024 étaient dans le secteur informel, ce qui a des conséquences majeures en termes de recettes fiscales (entreprises et particuliers). Les secteurs les plus impactés sont le commerce de proximité, les services artisanaux et domestiques, le transport urbain (taxis), l'orpaillage traditionnel et tout ce qui tourne autour des garages automobiles. Plus de 80 % des entreprises du secteur informel seraient, pour des raisons de lourdeur administrative et d'accès limité au financement formel, détenues par des étrangers. 63,2 % des entreprises formelles font face de facto à cette concurrence informelle. Les petites entreprises sont les plus exposées à hauteur de 74,9 % contre 60 % pour les entreprises moyennes et 36,1 % pour les grandes. La perte de recettes fiscales serait comprise entre 0,17 et 0,41 point de PIB.

La commande publique a représenté environ 3 500 Mds FCFA sur la période 2020 - 2025 selon la Banque mondiale

Selon la revue des Finances publiques du Gabon [publiée](#) fin septembre par la Banque mondiale, la commande publique a représenté environ 4,4 % du PIB. 2 273 contrats attribués par la puissance publique sur la période février 2020 et août 2025 ont représenté 3 500 Mds FCFA (5,9 Mds USD). Sur les marchés recensés, 45 % de la valeur cumulée concerne les travaux publics, 36 % les fournitures, 10 % les prestations intellectuelles ou services de consultance et 7 % les autres services. Le rapport met en évidence une forte concentration des

montants sur un nombre limité d'adjudicataires, tout particulièrement dans le secteur des travaux publics. La Banque mondiale ne cite toutefois pas de noms, mais 900 M USD ont été attribués à une seule entreprise, à travers 5 marchés de gré à gré, tandis que la deuxième a obtenu 120 M USD à travers neuf marchés dont huit en gré à gré. Les procédures par entente directe ont représenté 90 % des marchés publics en 2024.

La Banque mondiale préconise davantage de transparence et une rationalisation du portefeuille de l'État

Le portefeuille des entreprises publiques gabonaises s'est considérablement élargi ces dernières années, notamment avec les acquisitions d'Assala Energy et de Tullow Oil par la GOC, la reprise de la SNBG ou encore la prise de participation majoritaire dans Afrijet (FlyGabon). Cela représente un portefeuille total de 163 entités et plus de 1 000 Mds FCFA de dette. L'analyse des cinq principales holdings, de la SEEG et de la SOGARA, fait apparaître une situation contrastée. Ces sept entreprises génèrent des revenus équivalant à 11 % du PIB, mais cumulaient 1 064 Mds FCFA de dettes en 2024, pour 382,2 Mds de capitaux propres. La Banque mondiale relève notamment les difficultés de la CDC et du FGIS, tandis que la dette de la GOC a fortement progressé avec les acquisitions pétrolières. La situation de la SEEG est également jugée préoccupante, avec 90,7 Mds FCFA de capitaux propres négatifs en 2024 et des pertes cumulées dépassant 127 Mds FCFA. Au total, les principaux risques budgétaires identifiés par la Banque mondiale sont évalués à 1 154 Mds FCFA, soit 9,1 % du PIB. Pour l'institution, cette présence accrue de l'État dans l'économie s'accompagne d'une exposition plus importante des finances publiques aux difficultés de ces entreprises. Le cadre juridique de gouvernance, largement issu de la loi n° 11/82, n'est plus adapté. Des réformes sont toutefois en cours, prévoyant par exemple des contrats de performance pluriannuels, des procédures plus claires de nomination des dirigeants, davantage d'administrateurs indépendants, des obligations d'audit interne et un reporting renforcé. Mais les moyens de la Direction générale des Participations (DGPAR), avec 24 agents, sont limités.

Guinée Équatoriale

Présentation du projet de loi de finances 2027

Le 24 septembre 2026, le Premier ministre équatoguinéen a [présenté](#) à la Chambre des députés le projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2027. Le

cadrage pour 2027 retient une contraction du PIB réel de 0,8 %, le recul des hydrocarbures (8,5 %) n'étant pas compensé par la croissance hors pétrole (+3,7 %), et une inflation de 2,7 %. Le baril de référence est maintenu à 60,1 USD, comme en LFI 2026. La production revenant à l'État est estimée à 20 473 b/j de brut. Prévu à 1 119,7 Mds FCFA, le budget 2027 régresse de 13,5 % par rapport à la LFI 2026. Les recettes pétrolières (813,2 Mds FCFA, soit 72,6 % du total) chuteraient de 18,6 %. Les recettes non pétrolières progresseraient de 3,8 % à 306,6 Mds FCFA. S'agissant des dépenses, le fonctionnement (875,7 Mds FCFA) baisse de 7,8 % mais absorbe 78 % de l'enveloppe. L'investissement public est ramené à 244 Mds FCFA (3,2 % du PIB), dont un tiers pour les hydrocarbures, la priorité restant l'équipement de la nouvelle capitale Ciudad de la Paz. Les dépenses sociales atteignent 240,6 Mds FCFA (21,5 %), dont 126,7 Mds FCFA pour l'éducation et 85,0 Mds FCFA pour la santé. Le besoin de financement, prévu à 410 Mds FCFA, serait mobilisé à 76 % sur le marché intérieur.

Tchad

Filière sucrière : Somdia envisage plusieurs dizaines de millions d'euros d'investissement au Tchad

Dans le cadre du Forum d'affaires France-Tchad organisé à Paris le 25 septembre 2026, le groupe Somdia a [annoncé](#) son intention d'investir plusieurs dizaines de millions d'euros dans le développement de ses activités au Tchad. À travers la Compagnie sucrière du Tchad (CST), le groupe entend porter la production annuelle de sucre de 35 000 à 50 000 tonnes sur les cinq prochaines années. Le programme prévoit la modernisation des installations agricoles et industrielles, l'extension de 2 000 hectares supplémentaires de surfaces exploitées, ainsi que la construction d'un champ solaire de 7 mégawatts pour renforcer l'autonomie énergétique de la sucrerie. Somdia envisage également le développement de cultures de maïs, de mil et de sorgho, en vue de structurer une filière d'alimentation animale et, à terme, d'appuyer des activités d'élevage. Le groupe demande en contrepartie la mise en place d'une régulation du marché du sucre afin d'assurer un environnement d'investissement stable et durable. Selon Somdia, le marché tchadien représente environ 270 000 tonnes de sucre par an, alors que la CST n'en produit actuellement que 35 000 tonnes, laissant une large place aux importations.

RDC

Lancement de la deuxième édition du Baromètre national du climat des affaires

Lors de la 99^{ème} réunion ordinaire du Conseil des ministres, le Président de la République a instruit son cabinet, à travers la Cellule Climat des Affaires, pour le [lancement](#) de la deuxième édition du Baromètre national du climat des affaires en 2026. Cette enquête, qui donnera la parole aux opérateurs économiques, vise à mesurer l'impact des réformes engagées sur les entreprises et à identifier les obstacles persistants. La première édition, dont les résultats avaient été présentés en 2023, avait établi un score de 37/100 sur la base d'une enquête menée auprès de 403 entreprises réparties dans 13 secteurs économiques, traduisant une perception peu satisfaisante de l'environnement des affaires en RDC. À l'issue de cette enquête, des résultats concrets et perceptibles pour le secteur privé sont attendus, notamment (i) des procédures simplifiées, (ii) des délais administratifs réduits, (iii) une meilleure sécurité juridique et judiciaire, ainsi que (iv) des obligations fiscales et parafiscales plus prévisibles. Ces attentes portent directement sur l'expérience des entreprises, alors que le compte rendu indique que plusieurs réformes restent insuffisamment exécutées. Les résultats de l'enquête devraient alimenter le Plan stratégique du climat des affaires, dans un contexte où l'amélioration de l'environnement des affaires constitue un enjeu central pour la mobilisation des investissements privés et la diversification de l'économie de la RDC. À cet effet, le principal enjeu sera de rapprocher la mesure du climat des affaires au suivi opérationnel des réformes.

Le tramway de Kinshasa évalué à 9 Mds USD, un financement adossé à des actifs miniers

Le [projet](#) de réseau de tramway de Kinshasa est estimé à 9 Mds USD, selon les informations communiquées à l'issue d'une réunion tenue à Bruxelles entre le Ministre des Infrastructures et Travaux publics et les entreprises engagées dans le projet (consortium Frateur-De Pourcq, Prume Tramway RDC et PowerChina). Les discussions ont porté sur la finalisation des aspects techniques, administratifs et contractuels. Le réseau envisagé comprend sept lignes interconnectées desservant notamment la Gombe, N'Djili, Kintambo, Matete, l'Université de Kinshasa, Selembao, la Cité Verte et Mont-Ngafula. Cette estimation intervient alors que le montage financier reste en cours de structuration. En mai 2026, l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT) avait présenté un schéma de partenariat

public-privé (PPP) prévoyant un financement pris en charge par PowerChina, adossé à la cession de deux actifs de cuivre et de cobalt. L'identité et la valorisation de ces actifs n'ont pas été rendues publiques. Le consortium impliqué dans le projet avait annoncé qu'une première ligne express souterraine, reliant la Gombe à l'aéroport international de N'Djili, pourrait entrer en service à partir de novembre 2027. À un peu plus d'un an de cette échéance, la structuration contractuelle du PPP n'est pas encore finalisée. La réussite du projet dépendra donc de la capacité des parties à finaliser le montage financier et contractuel dans les délais annoncés.

Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
1-3 octobre 2026	5ème édition des journées du banquier de la CEMAC	Bangui (RCA)
6-9 octobre 2026	Sommet international de l'élevage	Clermont-Ferrand (France)
12-16 octobre 2026	African Energy Week	Cape Town (Afrique du Sud)
14-15 octobre 2026	Forum économique « Repats Congo »	Brazzaville (Congo)
14-16 octobre 2026	E-Gov'A 2026	Yaoundé (Cameroun)
15-17 octobre 2026	Cameroon International Tech Summit	Yaoundé (Cameroun)
28-29 octobre 2026	Forum régional de la notation financière	Douala (Cameroun)
18-20 novembre 2026	5ème édition du Cameroon Investment Forum (CIF 2026)	Yaoundé (Cameroun)
24-25 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)
25 novembre 2026	We Are French Touch – The French Creative Industries Summit	Paris (France)

Indicateurs macroéconomiques

		Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en % PIB)			Dette Publique (en % PIB)			Solde courant (en % PIB)			
		2025		2026		2025		2026		2025		2026		2025		2026	
		Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	Valeur	Valeur	**Rév.	
CEMAC	Cameroun	3,1	3,3	▼ -0,7	3,4	3,5	▲ 0,2	-2,0	-1,7	▼ -0,5	40,4	39,3	▲ 3,0	-3,8	-5,1	▼ -1,2	
	Centrafrique	4,8	2,6	▼ -0,7	1,0	1,5	▼ -1,8	-5,5	-5,0	▼ -5,0	61,8	64,0	▲ 11,4	-3,8	-3,4	▲ 0,6	
	Congo	2,4	2,8	▶ 0,0	2,6	2,8	▼ -0,4	0,3	0,4	▼ -1,8	96,8	91,3	▲ 1,3	-5,9	-6,0	▲ 0,9	
	Gabon	2,5	2,7	▲ 0,1	2,0	2,5	▶ 0,0	-8,5	-10,0	▼ -2,7	78,9	86,1	▲ 4,1	-3,1	-4,3	▼ -3,9	
	Guinée Equatoriale	-6,4	-2,7	▼ -3,1	2,8	3,2	▲ 0,3	-2,5	-1,7	▲ 0,3	40,6	39,1	▲ 1,0	-3,0	-1,6	▲ 2,2	
	Tchad	5,6	5,2	▲ 1,7	-2,6	0,5	▼ -3,1	-1,3	-1,4	▲ 1,0	30,4	29,9	▼ -2,5	0,2	0,8	▲ 3,8	
	CEMAC	2,6	3,0	▼ -0,4	2,0	2,7	▼ -0,5	-2,8	-2,8	▼ -0,8	52,0	51,6	▲ 2,2	-3,2	-3,7	▼ -0,1	
	RDC	5,7	5,9	▲ 0,6	7,4	3,3	▼ -3,9	-2,8	-3,5	▼ -1,9	20,2	24,6	▲ 10,0	-3,7	-2,0	▲ 0,1	
	Sao Tomé	2,1	3,4	▼ -1,3	0,9	9,6	▲ 2,6	-2,5	1,0	▼ -1,3	55,7	50,4	▲ 5,1	-6,3	-4,7	▼ -1,2	

Source : SER à partir du World Economic Outlook (WEO) du FMI, avril 2026
*solde budgétaire global (dons inclus).
** Rév : Révision. Pour chaque variable, la colonne « Rév » indique la révision opérée par le WEO d'avril 2026 pour l'année 2026 par rapport aux dernières prévisions (celles du WEO d'octobre 2025).

Evolution des cours des matières premières

Août-26	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre	
Référence/mesure	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié (USD/mètre cube)
Valeur	84	3	6	8	1117	406	649
Variation mensuelle (%)	6%	-4%	6%	1%	1%	2%	1%
Variation annuelle (%)	27%	-5%	-22%	-1%	9%	0%	1%
Variation sur 5 ans	22%	-32%	140%	67%	-2%	-2%	-2%
Variation sur 10 ans	88%	-1%	96%	116%	45%	3%	3%

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s’efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l’utilisation et de l’interprétation de l’information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY - Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET - Evelyne SILA – Laura LANDREIN – Tony DE AMORIM (SER Yaoundé) ;
Vincent FLEURIET - Ingrid ORAMALU – Hector BIANCONI (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)

[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).